

# Développement de l'intégrité et réduction de la corruption dans le secteur de la défense

**Recueil des meilleures pratiques**



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Partie I</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
Chapitre 1	Le fléau de la corruption .....	3
Chapitre 2	Une approche stratégique du développement de l'intégrité et de la réduction de la corruption dans le secteur de la défense .....	14
Chapitre 3	L'OTAN et l'évolution de l'initiative pour le développement de l'intégrité .....	24
Chapitre 4	Approches nationales favorisant le développement de l'intégrité et la réduction de la corruption dans le secteur de la défense .....	34
<b>Partie II</b>	<b>Risques de corruption et vulnérabilités dans le secteur de la défense.....</b>	<b>45</b>
Chapitre 5	Politiques relatives au personnel.....	47
Chapitre 6	Établissement des budgets de défense et gestion financière .....	63
Chapitre 7	Marchés de défense .....	79
Chapitre 8	Mécanismes de compensation.....	94
Chapitre 9	Opportunités et risques liés à l'externalisation, à la privatisation et aux partenariats public-privé dans le domaine de la défense .....	108
Chapitre 10	Utilisation des équipements et des infrastructures excédentaires.....	122
Chapitre 11	Implication du personnel et des moyens du secteur de la défense dans les activités économiques.....	134
Chapitre 12	La problématique de l'intégrité dans les opérations militaires .....	146
Chapitre 13	Combattre la corruption dans le secteur de la défense dans les pays confrontés à des différends territoriaux non résolus ou à des conflits gelés .....	160
<b>Partie III</b>	<b>Développer l'intégrité et réduire le risque de corruption dans les institutions de défense .....</b>	<b>175</b>
Chapitre 14	L'importance du développement de l'intégrité .....	177
Chapitre 15	Cadres réglementaires .....	184
Chapitre 16	Le facteur humain.....	206
Chapitre 17	Le rôle du gouvernement .....	220
Chapitre 18	Le rôle des parlements et des cours des comptes .....	238
Chapitre 19	Rôle des institutions d'ombudsman.....	252
Chapitre 20	L'industrie de défense en tant qu'alliée dans la lutte contre la corruption .....	269
Chapitre 21	Rôle de la société civile et des médias.....	281
Chapitre 22	Le rôle des organisations internationales .....	304

---

<b>Partie IV</b>	<b>Mise en œuvre des programmes de développement de l'intégrité .....</b>	<b>321</b>
Chapitre 23	Induire le changement.....	323
Chapitre 24	Prise en compte du facteur culturel dans la mise en œuvre des programmes pour le développement de l'intégrité.....	337
Annexe 1 :	Sources spécialisées.....	351
Annexe 2 :	Programme international de Transparency International sur la défense et la sécurité (TI) .....	355
Annexe 3 :	Abréviations.....	357

# Annexe 2 : Programme international de Transparency International sur la défense et la sécurité (TI)

## La corruption dans le secteur de la défense

Transparency International (TI) est la principale organisation de la société civile qui se consacre à la lutte mondiale contre la corruption. Au travers de plus de 90 sections de par le monde et de son secrétariat international implanté à Berlin (Allemagne), Transparency International sensibilise le public aux effets dévastateurs de la corruption et travaille de concert avec des partenaires actifs des secteurs public et privé et de la société civile dans le but de développer et de mettre en œuvre des mesures permettant de combattre efficacement ce problème. On trouvera de plus amples informations sur le site de Transparency International à l'adresse [www.transparency.org](http://www.transparency.org).

« Défense contre la corruption » (DAC), le programme mondial que Transparency International consacre à la défense et à la sécurité, a pour objectif de servir les intérêts des citoyens en faisant reculer la corruption et en transformant les attitudes face à cette dernière dans les secteurs de la défense et de la sécurité. Le programme international sur la défense est mené par Transparency International-UK pour le compte de TI.

Lancé il y a six ans, ce programme qui rassemble des gouvernements, des firmes du secteur de la défense ainsi que des représentants du monde universitaire et de la société civile doit permettre d'identifier les meilleurs angles d'approche du problème de la corruption dans le domaine de la défense. Le programme DAC est désormais bien connu des ministères ayant la défense et la sécurité dans leurs attributions, ainsi que des firmes et organisations de défense du monde entier. Ces travaux sont actuellement financés par le ministère britannique du Développement international (DFID) et par l'OTAN.

Le DAC travaille en coopération avec les pays souhaitant engager des réformes – comme la Colombie, la Pologne ou encore l'Afghanistan – et aux côtés d'organisations multilatérales pour faire reculer la corruption dans les secteurs de la défense et de la sécurité. Il collabore de manière constructive avec les gouvernements, les organisations multilatérales, la société civile et le secteur de la défense dans le but de renforcer l'intégrité dans le cadre des transferts d'armes internationaux. Afin de faire évoluer durablement la situation partout dans le monde, l'équipe apporte son soutien aux experts et militants engagés dans ce vaste mouvement de réforme, organise des ateliers et alimente le transfert de connaissances sur la lutte contre la corruption.

Deux outils de lutte contre la corruption sont issus de la collaboration active entre TI et l'OTAN, à savoir :

- i. le questionnaire d'autoévaluation de l'intégrité et le processus d'évaluation utilisables au niveau national, qui ont été développés en 2008 et en 2009 en collaboration avec la Pologne et un groupe de travail de dix pays. Ces instru-

- ments ont fait l'objet d'essais concluants en Norvège, en Ukraine et en Bosnie-Herzégovine, et sont dorénavant à la disposition de nombreux pays ;
- ii. un stage novateur de cinq jours intitulé « Renforcer l'intégrité et faire reculer le risque de corruption », qui s'adresse aux responsables des ministères de la Défense et de l'Intérieur ainsi qu'aux officiers des forces armées de niveau OF5 ou supérieur travaillent dans ce domaine. Ce stage, qui s'est tenu à six reprises et a permis de réunir des participants d'une vingtaine de pays, va être reconduit.

Tant l'outil d'autoévaluation que le stage ont pour objectif de soutenir les pays désireux de développer leurs connaissances et leurs compétences en matière de lutte contre la corruption dans le domaine de la défense.

De plus, le DAC travaille activement aux côtés de plusieurs pays africains sur les questions de corruption dans les domaines de la défense et de la sécurité, et apporte son soutien aux négociations concernant le traité de l'ONU sur le commerce des armes.

Les recherches menées et publiées par l'Équipe DAC jouent un rôle clé dans la lutte contre la corruption dans le secteur de la défense et de la sécurité. Ces informations sont en effet communiquées aux parties intéressées dans le but de promouvoir les meilleures pratiques et d'encourager la mise en œuvre de méthodes anticorruption adaptées aux besoins d'aujourd'hui. Le DAC publie également un bulletin d'information bimestriel sur les cas de corruption dans le secteur de la défense.

Des informations sur l'action menée à ce jour par Transparency International dans le secteur de la défense et de la sécurité (historique, bilans des projets passés et en cours, publications) sont disponibles sur le site du projet DAC, à l'adresse [www.defenceagainstcorruption.org](http://www.defenceagainstcorruption.org).

### ***Contacts:***

Transparency International-UK  
Defence Against Corruption programme  
London

### ***Directeur***

Mark Pyman  
Tél. : +44 207 785 6359  
E-mail: [mark.pyman@transparency.org.uk](mailto:mark.pyman@transparency.org.uk)

### ***Gestionnaire de programme***

Anne Christine Wegener  
Tél. : +44 207 785 6358  
E-mail: [anne-christine.wegener@transparency.org.uk](mailto:anne-christine.wegener@transparency.org.uk)